13 septembre 2001

Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue d'une révision de l'arrêté municipal du 10 février 1950 créant le Fonds de décoration destiné à permettre la décoration artistique des édifices publics, places, rues, quais et sites municipaux.

Rapporteure: M^{me} Ruth Lanz.

La commission s'est réunie à trois reprises, le 1^{er} février 2001, le 8 février 2001 et le 29 mars 2001, sous la présidence de M^{me} Marie-France Spielmann.

Les notes de séance ont été prises par M^{me} Marie-France Perraudin que la rapporteure remercie vivement pour son excellent travail.

Préambule

Création du Fonds municipal de décoration

Le 10 février 1950, le Conseil municipal a adopté un arrêté créant le Fonds municipal de décoration destiné à permettre la décoration des édifices publics, rues, quais et sites municipaux.

Dans le contexte du début de la relance économique de l'après-guerre, la motivation principale est l'encouragement aux arts, cela dans le sens d'une responsabilité sociale et politique non dénuée de philanthropie: «La collectivité ne saurait demeurer, en effet, indifférente au sort d'artistes qui sont obligés de gagner péniblement leur existence et pour lesquels la possibilité de participer au Fonds de décoration est de nature à constituer un encouragement.» (*Mémorial* du 18 novembre 1949.)

En effet, à la suite des villes de Saint-Gall, Aarau, Bâle, Zurich et des cantons du Tessin et de Genève, lorsque la Ville de Genève décide de créer le fonds, elle se place dans une double tradition de devoir civique («embellir» la ville) et de devoir social (aider les artistes nécessiteux).

Evolution depuis 1950

Depuis 1950, le fonds a connu plusieurs modifications de ses missions et de leur application, dues à l'évolution des critères du «beau», à l'importance croissante de la critique d'art et à la perception changeante de l'artiste, par rapport à son rôle à jouer dans la société et l'impact visé sur l'espace public à travers son

œuvre. L'objectif n'étant plus seulement d'orner, mais de faire voir et de penser, l'évolution va dans le sens d'une collaboration entre différents acteurs de l'aménagement, ce qui permet d'aboutir à des projets communs, dotés d'une véritable dimension culturelle, entre les deux créateurs artiste/architecte.

Historique du fonds

1950: adoption d'un arrêté permettant de créer le fonds alors appelé «Fonds de décoration» (aujourd'hui, Fonds municipal d'art contemporain (FMAC)).

Années 60: instauration d'une activité d'acquisitions d'œuvres mobiles qui conduit à la constitution d'une réelle collection, dont sera réalisé un inventaire entre 1988 et 1992 qui aboutira à une publication du catalogue *Une ville collectionne 1950-1990*.

1966: création d'une commission consultative d'experts.

Années 90: développement de missions de promotion conjointement avec le Fonds cantonal de décoration et d'art visuel (FCDAV), par des opérations de communication intitulées «Art-itinéraires», destinées à un large public.

1976: entrée en vigueur d'un règlement d'application, qui sera par la suite modifié à plusieurs reprises:

- sept. 1985: pour l'acquisition d'œuvres mobiles;
- 1987-88 concernant la collection d'œuvres et son inventaire;
- 1988 (juin) concernant le fonctionnement général;
- 1996: dénomination et ressources.

Budget et activités du FMAC en l'an 2000

En 2000, le fonds a été alimenté par une somme de 347 936,45 francs. (Réd.: pour comparaison, le FCDAV dispose d'environ 400 000 francs.)

Cette somme se répartit sur les activités suivantes:

- achat d'œuvres mobiles (sculptures, tableaux, installations, vidéos);
- commandes d'œuvres intégrées (espaces urbains et bâtiments):
 - mandats d'étude «Fil du Rhône»: pont de la Machine, école Peschier;
 - réalisations (Usine, villa La Concorde, école des Genêts, place du Rhône);
- subventions (M. Poloni, projet Dialogues);
- gestion de la collection (location des dépôts, matériel d'emballage, restaurations, encadrement, accrochage, transport);
- signalisation des œuvres dans l'espace urbain;

- manifestation «Art-itinéraires»;
- jetons de présence;
- publication de brochures (Urs Luthi, Version 2000);
- réalisation du module FMAC pour Musinfo.

Séance du 1^{er} février 2001

Audition du conseiller administratif M. Vaissade

Le magistrat explique à la commission le but du toilettage proposé de l'arrêté. Pour une grande partie, il s'agit d'officialiser les pratiques en vigueur depuis 1976 au travers des différents règlements successifs. Il remarque que le libellé du fonds a déjà changé, puisqu'il ne s'appelle plus «Fonds de décoration» mais «Fonds municipal d'art contemporain» depuis 1997.

Pour mieux aider la création contemporaine, le fonds souhaite élargir sa mission par de nouveaux objectifs:

- acquisition mais également commande d'œuvres (déjà en pratique);
- attribution de bourses permettant aux artistes de réaliser un projet ou d'effectuer une recherche;
- participation du fonds à la location d'ateliers pendant des périodes déterminées;
- prise en compte d'artistes actifs dans la région, ce qui permettrait d'assurer une qualité grâce à un choix plus large.

M. Vaissade admet que, dans la présente proposition, il s'agit d'augmenter l'aide aux artistes et de pouvoir mieux répondre aux demandes fréquentes qui préoccupent la commission. Vu sous cet angle, il ne serait pas opposé à une proposition de la part de la commission de revenir à un prélèvement de 2% sur les constructions (situation antérieure), alors qu'actuellement 1% des dépenses pour les constructions et les rénovations est destiné au fonds.

Après le départ du magistrat, une discussion s'engage en commission dégageant un certain nombre de questions qui seront transmises au département afin d'obtenir les réponses lors d'une séance ultérieure.

Séance du 8 février 2001

Audition de M. Roehrich, directeur du département des affaires culturelles

M. Roehrich commente un document distribué par lui à la commission et qui contient un certain nombre de réponses aux questions posées par la commission

lors de sa séance précédente. D'emblée, il précise que certains éléments sont encore mal connus par la direction du fait que le fonds fait partie du département des affaires culturelles seulement depuis janvier de l'année en cours.

1. Fonctionnement de la commission du FMAC (membres, leur temps de mandat, etc.)

Le fonctionnement de la commission de la FMAC est défini par le règlement du 13 novembre 1996.

Sa composition:

- 5 membres permanents, soit:
 - M. Alain Vaissade, président, conseiller administratif délégué aux affaires culturelles;
 - M. Christian Ferrazino, vice-président, délégué au département de l'aménagement, des constructions et de la voirie;
 - M^{me} Claude Ritschard, représentante du département des affaires culturelles;
 - M. Michel Ruffieux, représentant du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie;
 - M. Bernard Zumthor, représentant de l'Ecole supérieure d'art visuel (ESAV).
- 6 membres temporaires artistes (à être complétés) nommés tous les quatre ans par le Conseil administratif, sur proposition de la commission, soit:
 - M. Simon Lamunière (vidéo, cinéma);
 - M. Philippe Cuénat (historien de l'art);
 - M^{me} Maria Carmen Perlingeiro (sculpteur).

A une question d'un commissaire, M. Roehrich répond que le règlement est approuvé par le Conseil administratif. Un autre commissaire informe que, selon la nouvelle loi sur l'administration des communes, le Conseil municipal aura un certain droit de regard sur les règlements. A un autre commissaire, il est répondu que le règlement ne précise pas de limitation du nombre de mandats.

2. Critères d'attribution

A ce sujet, les questions des commissaires visent à obtenir des précisions quant à l'explication donnée dans le document.

Un ensemble de critères est pris en compte:

- la qualité de l'œuvre d'un artiste, mais aussi sa cote;
- le fait qu'il soit actif en ville de Genève, tout en admettant qu'il puisse en même temps aussi travailler ailleurs. (Les questions de territoire étant difficiles à déterminer);

- la cohérence de l'œuvre par rapport à la collection du FMAC ou en regard du lieu d'intervention choisi. Le fonds n'achète pas simplement pour acheter, mais, à l'exemple du Musée d'art et d'histoire, il essaie d'améliorer ses points déjà forts.

En complément et à diverses questions de commissaires, M. Roehrich explique que le fonds peut servir à des commandes, à des achats ou à des concours et peut parfois répondre à des appels au secours, même si ce n'est pas là son but premier. Cependant, la tendance actuelle est de monter des collections. A ce sujet, le directeur recommande à la commission de consulter le catalogue d'œuvres acquises, publié par le fonds. Il est difficile de donner des critères, car un choix artistique n'est pas facile à expliquer. Parfois, les artistes sollicitent le fonds, mais, généralement, ils sont approchés dans des galeries et expositions par des membres de la commission. Le fonds peut aussi payer un artiste pour une intervention visant à améliorer l'état d'un édifice historique. (Réd.: pour plus de détails, voir également le document «Réponse à la question de la commission des arts et de la culture du Conseil municipal concernant les critères d'achat appliqués par la commission du Fonds municipal d'art contemporain» que la rapporteure se permet d'ajouter en annexe, car il est parvenu aux commissaires après la clôture des travaux de la commission.)

3. Différences entre le FCDAV et le FMAC

Structure et financement du FCDAV

- Base légale: règlement relatif au Fonds cantonal de décoration du 19.6.1970 (L 4 30.04) (FMAC: règlement du Fonds d'art contemporain du 13.11.1996).
- Commission consultative: 11 membres dont 2 suppléants. Nommée pour quatre ans au début de chaque législature (mars 1998). Le président de la commission est désigné par le chef du département.
- Pouvoir décisionnel: appartient au département (ou à son délégué).
- Ressources financières: prélèvement de 1% sur les crédits votés par le Grand Conseil destinés au financement des travaux d'utilité publique, à la construction ou à la restauration importante de bâtiments publics ou d'ouvrages de génie civil.

La collaboration entre le FMAC et le FCDAV

Projets communs:

- le «Fil du Rhône» (passerelle nord du Bâtiment des Forces-Motrices dont le mandat a été pris en charge en commun);

- le tunnel de la rue du Valais: mandat d'étude, de concept et de réalisation, confié en 1996 conjointement à l'artiste François Morellet (intervention «lumière» réalisée en 1998);
- Art-itinéraires: opération culturelle lancée en 1997 par les deux fonds, auxquels se sont associées six communes suburbaines.

Autres collaborations:

Echanges d'informations; mandats d'études conjoints; achats simultanés; subventions simultanées; prêts simultanés et coordonnés d'œuvres d'art mobile au MAMCO; achat en copropriété; achats concertés de diverses œuvres d'un même artiste; accrochages conjoints dans des bâtiments abritant des institutions d'utilité publique, etc.

Les actions des deux fonds sont complémentaires et fondées sur l'identité distincte des deux collectivités publiques qu'ils représentent.

Les discussions de la commission ont soulevé la question du doublon. M. Roehrich évoque l'idée d'une convention visant à favoriser leur coexistence optimale. Une réunion complète des deux commissions lui semblerait plus improbable, car nécessitant l'élaboration d'un projet de loi.

Un commissaire mentionne la composition incomplète de la commission et la petitesse du milieu des artistes à Genève et évoque le risque que le choix des courants recouverts sous les termes d'«art contemporain» pris en compte puisse être encore plus réduit en cas de fusion des deux fonds.

Une autre commissaire s'étonne de la forte représentation politique parmi les membres de la commission de la FMAC, comparé à ce qui se fait en France. Elle estime que si l'art est de toute manière subjectif, ce domaine n'en devrait pas moins être l'affaire de connaisseurs.

4. Fortune actuelle du FMAC et œuvres éphémères

La fortune du FMAC est de 1 119 789 francs (compte bilan).

Parmi les œuvres éphémères, on compte par exemple celles qui utilisent les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Elles sont susceptibles de changements dus à l'évolution des outils informatiques.

D'autres exemples, les œuvres temporairement installées dans l'espace public, des manifestations ponctuelles et celles qui sont concernées par des questions de maintenance et de fragilité de support. De plus, M. Roehrich fait observer que les œuvres contemporaines sont souvent bien plus fragiles que celles qui se créaient avant.

5. Est-ce que l'attribution de bourses serait le résultat de concours et quelle serait la durée de mise à disposition des ateliers, et quelles différences entre ces attributions-là et celles qui existent déjà, à l'Usine par exemple?

Les moyens de mise en œuvre restent à définir plus précisément, dès lors que le principe est agréé. Les bourses seraient effectivement attribuées sur concours et, concernant la mise à disposition des ateliers, il pourrait s'agir d'ateliers créés à cet effet par la Ville ou loués par cette dernière. Des commissions ad hoc pourraient être mises sur pied afin d'évaluer les demandes.

6. Rapports d'activités

Ils sont publiés chaque année avec le rapport à l'appui des comptes du Conseil administratif.

7. Œuvres acquises et destinées à la population en général ou font partie du mobilier des bureaux des responsables?

Les œuvres mobiles de la collection du FMAC sont prêtées à des institutions et/ou édifices occupés par l'administration et dont certains accueillent du public, ou à des musées et autres organismes pour des expositions spécifiques, alors que les œuvres fixes ont été conçues pour l'espace public et sont de fait visibles par tous.

Séance du 29 mars 2001

Audition de M. Henri Maudet, administrateur du FCDAV

M. Maudet rappelle brièvement le fonctionnement du FCDAV. Il rend attentif à l'existence d'un rapport établi par lui-même en 1998, ayant pour sujet la collaboration entre le FCDAV et le FMAC. Puis il se met à disposition pour répondre aux questions des commissaires.

Un commissaire aimerait connaître l'avis de M. Maudet concernant la question d'une éventuelle fonte des deux fonds. M. Maudet remarque que cette question revient à chaque législature. La crainte de doublon, à son avis, est infondée. Les deux conservatrices se connaissent très bien et la collaboration est déjà bien installée, ce qui est souhaitable et nécessaire. Il rend attentif à l'existence depuis deux ans d'une commission mixte qui se réunit de temps en temps. Il confirme à la commission les informations reçues par M. Roehrich, par rapport aux projets communs des deux fonds. L'idée d'une réunion ne lui paraît pas non plus souhaitable sur le plan fonctionnel; il ne croit pas qu'un seul gros organisme soit plus performant. De plus, il craint les esprits comptables: dans une telle situation allant

plutôt toujours dans le sens d'une diminution des moyens mis à disposition, une réunion des deux fonds pourrait se révéler défavorable au soutien de l'art contemporain à Genève, alors que les moyens actuels des fonds ne sont déjà pas mirobolants.

A la question des œuvres éphémères, M. Maudet répond qu'aucune œuvre n'est pas éternelle, même si elle dure des siècles. Les œuvres dites «éphémères» peuvent durer quelques semaines (par exemple, les affiches, il s'agirait alors ici d'une aide à la création) ou quelques mois. La matière utilisée peut être végétale, et il peut s'agir d'œuvres en papier. Le principe est admis par le FCDAV.

Une commissaire aborde le problème des critères et choix. M. Maudet propose d'entendre les conservatrices à ce propos et rend attentif au fait que les politiques suivies ne sont pas tout à fait les mêmes dans les deux fonds. Deux magistrats et trois autres personnes du département siègent à la FMAC, alors que la commission du fonds cantonal est constituée de 11 personnes expertes et extérieures. En matière de goûts artistiques, les conservatrices sont parfois accusées d'œcuménisme, alors que, dans le passé, le fonds cantonal s'est fait critiquer pour avoir acheté parfois trop large. Il est difficile d'expliquer des critères artistiques, et le travail doit être confié à des experts qui doivent pouvoir argumenter leur choix.

A propos d'une question de politique de placement, M. Maudet constate que le parc immobilier du Canton est plus important que celui de la Ville. 90% des œuvres du FCDAV sont placées, le parc immobilier de l'Etat étant plus important que celui de la Ville. 50 000 francs environ du budget de 400 000 francs sont destinés à l'aide à la production aux artistes travaillant sur le territoire du canton, sans qu'il y ait forcément un droit de préemption pour ce dernier. Des prix sont donnés pour des travaux de diplômés de l'Ecole des arts visuels et de l'Ecole des arts appliqués. Mais la collection fait partie des options du fonds cantonal.

Un commissaire aimerait connaître les prix des acquisitions, et M. Maudet répond qu'ils peuvent se situer entre 50 francs et 35 000 francs.

Discussions et vote

Sur le fond de la proposition PR-105, il n'y a guère d'avis contraires.

L'on retient cependant deux points:

- L'idée de la fusion semble intéressante à un commissaire du PDC.
- La question du règlement du FMAC, notamment en ce qui concerne la composition de la commission. Sur ce sujet, un commissaire recommande

de suivre l'évolution par rapport au vote récent du Grand Conseil qui accorde la compétence au législatif en matière de règlement dans certaines situations.

La commission décide d'accepter la révision de l'arrêté concernant le Fonds municipal d'art contemporain par 12 oui (1 DC, 2 R, 2 L, 2 Ve, 2 S, 2 AdG/TP et 1 AdG/SI), 1 abstention (DC).

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est créé, sous le titre de «Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève», un fonds destiné, d'une part, à des interventions artistiques dans les édifices publics, rues, quais et sites municipaux et, d'autre part, à un soutien aux artistes actifs à Genève.

Art. 2. – Le fonds est alimenté par un prélèvement de 1% sur les crédits alloués pour les travaux de construction, de rénovation et de restauration des édifices propriété de la Ville de Genève.

Art. 3. – Le fonds est mis à la disposition du Conseil administratif pour, d'une part, organiser les concours en vue des interventions artistiques sur le patrimoine de la Ville et, d'autre part, encourager et favoriser la création et la réalisation d'œuvres artistiques à Genève.

Art. 4. – Pour l'exécution des travaux de décoration ou des interventions artistiques, le fonds pourra procéder soit par concours général, soit par concours restreint, soit encore, le cas échéant, par appel direct de l'artiste.

Art. 5. – Pour le soutien aux artistes actifs à Genève, le fonds pourra procéder par des acquisitions ou des commandes d'œuvres d'art, des attributions de bourses, des mises à disposition d'ateliers d'artistes (location ou attribution), des offres de résidence en relation avec les institutions genevoises, des aides à la réalisation de projets.

Art. 6. – La gestion du fonds et de sa collection est organisée par un règlement.

Art. 7. – L'arrêté du Conseil municipal du 10 février 1950 est abrogé et le présent arrêté entre en vigueur immédiatement. Il est applicable à tous les travaux dont les crédits n'ont pas encore été votés.

Annexe: Document «Réponse à la question de la commission des arts et de la culture du Conseil municipal concernant les critères d'achat appliqués par la commission du Fonds municipal d'art contemporain».